

## AVIS EXPRIMÉS

EPCI MEMBRES				
ORIGINE	DATE	SUJETS	DÉVELOPPEMENT	AVIS GLOBAL
<b>QBO</b>	19/09/2025  CC	<p>Objectifs du PAS :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Conforter l’armature territoriale face aux nouveaux enjeux</li> <li>2. Renouveler l’attractivité des villes et des bourgs</li> <li>3. Adopter des modèles de développement sobres en foncier</li> <li>4. Préserver les ressources naturelles</li> <li>5. Rendre le territoire résilient au changement climatique</li> </ol>	<p><u>Objectifs globaux :</u> DDO : 15320 logements à produire sur 20 ans. Réduction consommation ENAF de 123Ha à 86 Ha.</p> <p><u>Objectifs QBO :</u> 1. Production de logements et renouvellement urbain Le territoire prévoit l’accueil de 12 400 ménages sur la période 2026-2046. La programmation annuelle de logements s’établit à 780 unités jusqu’en 2031, 570 entre 2031 et 2036, puis 370 de 2036 à 2046. La part du renouvellement urbain représente 40 à 45 % de la production. Les opérations se concentrent prioritairement dans l’enveloppe urbaine, à proximité des centralités et des principaux axes de transport. 2. Densités minimales en extension urbaine Les nouvelles extensions doivent respecter des densités minimales : 45 logements/ha à Quimper, 25 logements/ha à Briec et dans les pôles de couronne, 20 logements/ha dans les bourgs. Ces seuils s’accompagnent d’exigences de qualité architecturale, d’aménagement des espaces publics et de mixité sociale. 3. Sobriété foncière La consommation d’espaces naturels, agricoles et forestiers est encadrée par des enveloppes maximales : 79 ha pour 2026-2031, 43 ha pour 2031-2036 et 57 ha pour 2036-2046, incluant habitat et équipements. 4. Articulation avec le PLH Le Programme Local de l’Habitat reprend intégralement les exigences du SCoT (densités, renouvellement urbain, plafonds d’ENAF). Cette convergence assure une cohérence réglementaire et opérationnelle entre les deux documents.</p>	Avis favorable

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

			<p>5. Volet commercial</p> <p>Le DOO identifie les centralités commerciales et définit les Secteurs d’Implantation Préférentiels. Des seuils minimaux de surface sont fixés afin de maintenir l’équilibre commercial, d’encadrer les nouvelles implantations et de préserver la lisibilité des centralités.</p>	
<b>PAYS FOUESNAN TAIS</b>	16/09/2025  CC	<p>Objectifs du PAS :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Conforter l’armature territoriale face aux nouveaux enjeux</li> <li>2. Renouveler l’attractivité des villes et des bourgs</li> <li>3. Adopter des modèles de développement sobres en foncier</li> <li>4. Préserver les ressources naturelles</li> <li>5. Rendre le territoire résilient au changement climatique</li> </ol>	<p><b>CONCLUSIONS :</b></p> <p>Le DOO transcrit ces ambitions au travers d'orientations, d'objectifs et de prescriptions organisés selon 14 chapitres thématiques et avec lesquels les PLU et/ou les PLU(i) devront se mettre en compatibilité d'ici le 24 février 2028.</p> <p>En tant que membre du SYMESCOTO, la CCPF a été étroitement associée tout au long de la démarche. Les enjeux du territoire ont ainsi été intégrés au projet. Le projet a par ailleurs été présenté aux élus locaux et au grand public aux principales étapes clés</p>	Avis favorable
<b>CHAMBRES CONSULAIRES</b>				
<b>ORIGINE</b>	<b>DATE</b>	<b>SUJETS</b>	<b>DÉVELOPPEMENT</b>	<b>AVIS GLOBAL</b>
<b>CCI FINISTÈRE</b>	07/10/2025  Délibération		<p>✓ Implantation des activités économiques : Le DOO prévoit une implantation prioritaire dans les centralités, les secteurs urbains mixtes ou via des solutions mutualisées (coworking, pépinières, villages d’entreprises).</p>	Avis favorable

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

			<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Localisation des activités industrielles : Les entreprises industrielles doivent être accueillies dans les parcs d’activités structurants : Kerjaouen (Quimper), Troyalac’h (Saint-Évarzec), Kerourvois (Ergué-Gabéric), Ti Lipig (Pluguffan), Pays-Bas (Briec).</li> <li>✓ Problématique de mobilité : Ces zones étant en périphérie et déjà génératrices de trafic, la CCI insiste sur la nécessité de développer : <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ des mobilités douces sécurisées,</li> <li>✓ une offre de transport collectif adaptée aux horaires des employeurs.</li> </ul> </li> <li>✓ Implantation des activités commerciales : Elles doivent se situer en centralités ou, à défaut, dans des secteurs d’implantation périphérique (SIP), sans possibilité d’extension ou de création de nouveaux SIP.</li> <li>✓ Définition des centralités : Les communes définissent elles-mêmes leurs périmètres, mais la CCI recommande d’établir des critères communs pour éviter des disparités.</li> <li>✓ Analyse des SIP : Les SIP sont classés selon leur relation à l’habitat (intégré, connecté, déconnecté). La CCI aurait préféré une analyse plus large incluant : commercialité, zone de chalandise, enclavement, diversité des activités, potentiel de densification.</li> <li>✓ Délimitation des zones commerciales : La CCI recommande : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ de ne pas tracer des périmètres trop restrictifs,</li> <li>○ de respecter l’existant,</li> <li>○ d’utiliser une méthodologie homogène entre communes.</li> </ul> </li> <li>✓ Nouvelles formes de commerce : Les drives, casiers, automates et logistique commerciale doivent être limités aux centralités, SIP et entrées de ville (hors dark stores). La CCI approuve cette limitation pour éviter la dispersion commerciale.</li> </ul>	
<b>CMA Bretagne</b>	22/10/2025  Note	1. Armature territoriale 2. Centres-bourgs et multifonctionnalité	Remarques par sujet : 1. Soutien global au projet, avec rappel de bien distinguer les différentes formes d’artisanat dans les zonages (Artisanat + commerce de détail et Industrie (BTP, transformation, sous-traitance)).	Avis favorable

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

		<ul style="list-style-type: none"> <li>3. Secteurs d’Implantation Périphérique (SIP)</li> <li>4. Commerce et surfaces commerciales</li> <li>5. Hébergement (saisonniers, apprenants, jeunes actifs)</li> <li>6. DAACL et vente directe agricole</li> <li>7. Showrooms / magasins d’usine</li> <li>8. Logistique commerciale et casiers de retrait</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>2. Appui à la multifonctionnalité des centres-bourgs et au maintien des activités artisanales en tissu urbain mixte.</li> <li>3. Inquiétudes sur l’évolution des SIP : risques de flux accrus, manque de place pour les activités productives, besoin de clarifier les règles.</li> <li>4. Vigilance sur la création de nouvelles surfaces commerciales et sur l’impact des pôles d’emploi comme polarités.</li> <li>5. Forte alerte sur le manque d’hébergement pour apprenants et jeunes actifs.</li> <li>6. Regret de l’exclusion de la vente directe agricole du DAACL ; recommandation de la recentrer en centralité.</li> <li>7. Demande d’encadrement strict des showrooms pour éviter les dérives commerciales.</li> <li>8. Nécessité de mieux encadrer la logistique commerciale et de privilégier les casiers en centre-bourg.</li> </ul>	
<b>Chambre d’agriculture de Bretagne (Quimper)</b>	02/10/2025  Avis	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Diagnostic agricole basé sur données statistiques</li> <li>2. Objectifs du PAS alignés sur le SRADDET (réduction consommation foncière)</li> <li>3. Trajectoire ZAN présentée dans tableaux et schémas</li> <li>4. Prise en compte du potentiel des sols</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Diagnostic jugé insuffisant, non contextualisé, sans concertation ; absence de références essentielles (Charte, CDPENAF, CDNPS).</li> <li>2. Objectifs agricoles trop limités ; PAS peu ambitieux pour soutenir l’activité agricole.</li> <li>3. Incohérences chiffrées (129 ha vs 109 ha) ; confusion entre consommation et artificialisation ; manque de clarté.</li> <li>4. Formulation trop faible : nécessité de garantir l’absence d’atteinte aux potentiels agricoles ; compensations obligatoires si impact.</li> </ul>	Avis très réservé, sous réserve de la prise en compte des observations

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

		<p>pour les extensions urbaines</p> <p>5. Limitation des incidences agricoles des extensions urbaines</p> <p>6. Aménagements des zones de contact agri urbaines (cheminements, agriculture de proximité)</p> <p>7. Identification et possible reconversion des friches agricoles</p> <p>8. Concentration des constructions agricoles autour du siège d’exploitation</p> <p>9. (Aucune prescription spécifique pour le littoral)</p> <p>10. (Aucune prescription sur les changements de destination)</p> <p>11. (Aucune prescription sur l’enfrichement)</p>	<p>5. Approche trop corrective ; les incidences doivent être anticipées avant d’identifier les extensions ; substitutions d’itinéraires à encadrer.</p> <p>6. Définition confuse ; rappel que les aménagements doivent s’adapter à l’agriculture, pas l’inverse ; nécessité d’espaces tampons.</p> <p>7. Notion d’usage « exceptionnel » trop vague ; demande de critères objectifs pour éviter les dérives.</p> <p>8. Accord sur l’objectif mais exceptions trop limitées ; demande d’élargissement (topographie, installation nouvelle, réaménagement foncier).</p> <p>9. Demande d’ajouter une prescription dédiée pour l’agriculture littorale (pression foncière, paysage, loi Littoral).</p> <p>10. Proposition d’encadrement strict (bâtiments identifiés, non en ruine, distance aux exploitations, surfaces épandables, etc.).</p> <p>11. Demande d’ajouter une prescription : veille, remise en culture, ou orientation vers usages écologiques.</p> <p>12. Demande d’intégration : identification, préservation, rôle dans la résilience climatique et prévention incendie.</p>	
--	--	---	--	--

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

		<p>12. (Aucune prescription sur les retenues collinaires)</p> <p>13. Renaturation et continuités écologiques</p> <p>14. Classement des périmètres de protection des captages</p> <p>15. Développement des mobilités douces</p> <p>16. (Aucune prescription sur la circulation des engins agricoles)</p>	<p>13. Compensations ne doivent pas se faire sur terres agricoles en production ; priorité aux espaces naturels dégradés.</p> <p>14. Accord, mais les documents d’urbanisme doivent reprendre les arrêtés préfectoraux sans ajouter de contraintes injustifiées.</p> <p>15. En rural : ne pas porter atteinte aux usages agricoles ; concertation obligatoire ; pas d’emplacements réservés systématiques.</p> <p>16. Demande d’intégrer une prescription pour adapter les voiries et sécuriser la cohabitation.</p>	
--	--	---	--	--

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

RÉGION				
ORIGINE	DATE	SUJETS	DÉVELOPPEMENT	AVIS GLOBAL
<b>Conseil régional de Bretagne</b>	Document non daté et non signé	I. ÉQUILIBRE DES TERRITOIRES	Règle 1.1 – Vitalité commerciale des centralités Priorité aux centralités pour le commerce ; SIP réservés aux grands formats ; mixité fonctionnelle ; limitation du commerce périphérique.	1.1 - La Région constate que le SCOT reprend les principes de localisation commerciale du SRADDET et limite le développement commercial périphérique. Elle note l’intégration de la mixité fonctionnelle et des opérations mixtes habitat/commerce.
		II. BIODIVERSITÉ ET RESSOURCES		
		III. CLIMAT – ÉNERGIE		
		IV. MOBILITÉS	<p>Règle 1.2 – Logements locatifs abordables et mixité Objectif de contribuer aux 30 % de logements abordables ; production différenciée selon les polarités ; priorité aux centralités.</p> <p>Règle 1.3 – Développement des polarités Armature territoriale structurée (ville-centre, pôles urbains, couronne urbaine, pôles littoraux, pôles de proximité) ; objectifs d’accueil différenciés.</p> <p>Règle 1.4 – Identité paysagère du territoire Identification des unités paysagères ; préservation</p>	<p>1.2 - La Région relève que le SCOT s’inscrit dans l’objectif régional des 30 %. Elle indique qu’un objectif global de réhabilitation du parc locatif abordable pourrait compléter les orientations.</p> <p>1.3 - La Région note que le SCOT définit une armature territoriale claire et que cette structuration permet de maintenir population et activités dans les centralités.</p> <p>1.4 - La Région relève que le SCOT intègre les enjeux</p>

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

		<p>des paysages ; requalification des entrées de ville ; intégration paysagère des projets.</p> <p>Règle 1.5 – Itinéraires et sites touristiques Identification des sites touristiques ; préservation des paysages ; gestion des flux ; localisation dans les polarités.</p> <p>Règle 1.6 – Habitat des actifs du tourisme Reconnaissance des besoins en logement des saisonniers et actifs du tourisme ; offre adaptée dans les pôles littoraux.</p> <p>Règle 1.7 – Le SCOT prévoit plusieurs prescriptions pour protéger les terres agricoles, limiter l’artificialisation, encadrer les extensions urbaines, identifier les friches et concentrer les constructions agricoles autour des sièges d’exploitation.</p> <p>Règle 1.8 – Réduction de la consommation foncière et artificialisation Déclinaison de la trajectoire ZAN ; enveloppes foncières ; priorité au renouvellement urbain.</p>	<p>paysagers dans ses prescriptions et article densification, renouvellement urbain et qualité paysagère.</p> <p>1.5 - La Région note que le SCOT identifie les sites touristiques et leurs enjeux et que les orientations concilient attractivité et préservation.</p> <p>1.6 - La Région relève que le SCOT identifie ces besoins et prévoit des réponses localisées dans les pôles littoraux.</p> <p>1.7 - La Région relève que ces prescriptions contribuent à la prise en compte et à la valorisation des surfaces agricoles utiles, ainsi qu’à la limitation de l’artificialisation, y compris dans les espaces agricoles.</p> <p>1.8 - La Région note que le SCOT reprend les objectifs du SRADDET et mobilise les leviers attendus</p>
--	--	--	--

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

			<p>Règle 1.9 – Cibles territorialisées 2021-2031 Application des cibles régionales ; répartition entre QBO et CCPF ; suivi prévu.</p> <p>Règle 2.1 – Continuités écologiques et renaturation Identification des continuités écologiques ; secteurs prioritaires de renaturation ; réduction des points de rupture.</p> <p>Règle 2.2 – Protection et reconquête de la biodiversité Mesures de protection des milieux ; intégration dans les projets urbains ; gestion des habitats.</p> <p>Règle 2.3 – Espaces boisés et reboisement Préservation des espaces boisés ; possibilités de reboisement.</p> <p>Règle 2.5 – Ressource en eau et capacités de traitement Prise en compte des capacités de traitement ; protection des captages ; articulation urbanisation/ressource.</p>	<p>(densification, renouvellement, sobriété foncière).</p> <p>1.9 - La Région constate que les cibles régionales sont reprises et que leur répartition est explicitée.</p> <p>2.1 - La Région note que le SCOT identifie les continuités écologiques et définit les secteurs de renaturation.</p> <p>2.2 - La Région relève que le SCOT reprend les principes du SRADDET en matière de biodiversité et les applique aux projets d’urbanisation.</p> <p>2.3 - La Région note que le SCOT prévoit la préservation des espaces boisés et invite à traiter les opportunités et secteurs potentiels de reboisement.</p> <p>2.5 - La Région constate que le SCOT intègre les enjeux liés à la ressource en eau et aux capacités de traitement.</p>
--	--	--	--	--

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

			<p>Règle 2.6 – Activités maritimes (SCOT littoraux) Prise en compte des activités maritimes ; articulation entre usages économiques et préservation.</p> <p>Règle 3.3 – Production d’énergie renouvelable Identification des secteurs favorables ; prise en compte des contraintes paysagères et environnementales.</p> <p>Règle 3.4 et 3.5 – Performance énergétique et réhabilitation thermique Objectifs de performance énergétique ; rénovation du bâti ; sobriété énergétique.</p> <p>Règle 3.6 – Adaptation au changement climatique Gestion des risques climatiques ; végétalisation ; préservation des zones humides.</p> <p>Règle 3.7 – Élévation du niveau de la mer Identification des zones exposées ; intégration dans les projets ; articulation avec les stratégies littorales.</p>	<p>2.6 - La Région relève que le SCOT identifie les activités maritimes et intègre les enjeux littoraux dans ses orientations.</p> <p>3.3 - La Région note que le SCOT identifie les secteurs propices aux ENR et que les orientations tiennent compte des enjeux paysagers.</p> <p>3.4 et 3.5 - La Région constate que le SCOT intègre les objectifs de performance énergétique et identifie la réhabilitation comme un levier important.</p> <p>3.6 - La Région relève que le SCOT intègre les enjeux d’adaptation climatique dans les projets d’aménagement.</p> <p>3.7 - La Région note que le SCOT identifie les zones exposées et intègre les enjeux liés à l’élévation du niveau de la mer.</p>
--	--	--	--	--

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

			<p>Règle 4.2 – Mobilités dans les projets d’aménagement  Priorité aux mobilités actives et transports collectifs ;  pôles d’échanges ; réduction de la dépendance automobile.</p> <p>Règle 4.4 – Aires de covoiturage  Développement d’aires de covoiturage ; localisation sur axes structurants.</p>	<p>4.2 - La Région constate que le SCOT intègre les mobilités dans la conception des projets et identifie les pôles d’échanges comme leviers prioritaires.</p> <p>4.4 - La Région note que le SCOT prévoit le développement d’aires de covoiturage et que leur localisation est pensée en lien avec les axes structurants.</p>
<b>SCOT LIMITROPHES</b>				
<b>Douarnenez Communauté</b>	29/08/2025  Avis	<p>Communautés de communes du Haut Pays Bigouden, du Pays Bigouden Sud et Cap Sizun-Pointe du Raz.</p> <p>Intégration du volet littoral de la loi ELAN.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La prise en compte des dynamiques démographiques récentes et les projections actualisées au regard des effets du changement climatique et de la baisse de la natalité ;</li> <li>✓ La territorialisation de la trajectoire de réduction de la consommation d’espace pour atteindre l’objectif national de zéro artificialisation nette à l’horizon 2050 ;</li> <li>✓ L’adaptation aux transitions écologiques et énergétiques et l’anticipation de leurs effets à moyen et long terme sur le territoire ;</li> <li>✓ La préservation et valorisation des activités agricoles qui jouent un rôle important pour l’identité et l’économie du territoire ;</li> <li>✓ La traduction des nouvelles dispositions d’application de la loi Littoral pour la définition des secteurs urbanisables (agglomérations, villages, secteurs déjà urbanisés-SDU). À noter que ces modifications ont fait l’objet d’une procédure séparée en parallèle de la révision ;</li> </ul>	<p>Avis favorables avec réserves sur la gestion de l’eau et les mobilités.</p>

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

			✓ L'intégration de l'évolution des politiques, plans et programmes depuis l'approbation du SCoT de 2012 : documents cadres régissant la gestion de la ressource de l'eau, la prévention des risques... politiques publiques en matière de développement économique, du logement, des mobilités...	
<b>COMITÉ RÉGIONAL DE LA CONCHYLICULTURE (CRC Bretagne sud)</b>				
<b>CRC</b>	17/10/2025  Avis	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Préserver et développer l'activité conchylicole, secteur structurant du littoral (emplois, installation de jeunes, diversification économique).</li> <li>2. Maintenir les espaces dédiés à la conchyliculture (parcs actifs ou en veille) et garantir leur possibilité d'évolution.</li> <li>3. Assurer une qualité sanitaire des eaux compatible avec le maintien des classements A/B et éviter les déclassements en C.</li> <li>4. Limiter les sources de contamination microbiologique (E.coli, norovirus) pour préserver la viabilité</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Faible prise en compte de la conchyliculture dans le DOO ; absence de prescriptions spécifiques pour protéger les zones conchylicoles.</li> <li>2. Le SCOT ne mentionne pas explicitement la protection des zonages conchylicoles dans ses prescriptions.</li> <li>3. Dégradation de la qualité des eaux (risque de déclassement en C), fermetures sanitaires fréquentes, absence de mesures suffisantes dans le SCOT pour répondre à ces enjeux.</li> <li>4. Dysfonctionnements importants des réseaux d'assainissement (débordements récurrents, non conformités, infiltrations), non traités de manière opérationnelle dans le SCOT.</li> </ol>	Avis défavorable, motivé par le manque de prise en compte de l'activité conchylicole et les enjeux autour de la gestion de l'eau

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

		<p>économique des entreprises.</p> <p>5. Mettre en conformité les réseaux et stations d’épuration pour garantir la capacité d’accueil du territoire et la protection des zones conchyliques.</p> <p>6. Assurer un suivi renforcé de la qualité des eaux conchyliques et des volumes de débordement.</p> <p>7. Mettre en place une Zone à Enjeu Sanitaire (ZAES) sur les secteurs les plus sensibles (Penfoullic / La Forêt).</p> <p>8. Garantir la cohérence entre développement urbain et capacité d’assainissement pour éviter d’aggraver les pollutions.</p>	<p>5. STEP et postes de relèvement en surcharge ou non conformes ; absence d’échéancier des travaux dans le SCOT ; manque d’intégration des capacités d’assainissement dans la définition des objectifs de développement.</p> <p>6. Le SCOT ne prévoit pas d’indicateurs de suivi spécifiques (qualité sanitaire, volumes de débordement, bilans SPANC).</p> <p>7. Le SCOT ne prévoit pas la création d’une ZAES malgré la situation sanitaire dégradée.</p> <p>8. Le SCOT prévoit une forte croissance démographique (15 325 logements) sans articulation suffisante avec les capacités réelles d’assainissement.</p>	
<b>SCHÉMAS D’AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)</b>				
<b>SAGE Sud Cornouaille</b>	03/10/2025  Avis	Bocage	<p>Recommandations :</p> <p>Concernant le bocage :</p> <p>→ Préciser les règles de protection et de compensation. Interdire la destruction des linéaires classés sauf si compensation avec des linéaires ayant les mêmes fonctions et sur des endroits stratégiques.</p>	Avis favorable assorti de recommandations

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

			<p>→ Recommander également le recours à des essences locales adaptées et proscrire les plantations d’espèces exotiques envahissantes. - Concernant les zones humides</p> <p>→ Prescrire la mise à jour des inventaires communaux et notamment la réalisation de sondages pédologiques sur les secteurs ouverts à l’urbanisation</p> <p>→ Apporter des précisions quant aux modalités de prise en compte des inventaires communaux de zones humides ainsi que des règles de compensation imposées par le SDAGE</p> <p>- Mettre l’accent sur les enjeux de qualité des eaux littorales en lien avec les usages sensibles (conchyliculture, baignade et pêche à pied)</p> <p>- Prescrire la généralisation des schémas directeurs d’eaux pluviales et l’intégration des zonages dans les PLU</p>	
<b>Commission locale de l’eau du SAGE Sud Cornouaille</b>	18/09/2025  Avis	<p>Objectifs :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Améliorer la qualité des eaux superficielles et souterraines</li> <li>2. Assurer une gestion quantitative durable de la ressource en eau</li> <li>3. Lutter contre le ruissellement et l’érosion</li> <li>4. Améliorer l’état morphologique et biologique des cours d’eau</li> <li>5. Garantir la qualité des usages conchylicoles, de la pêche à pied, de la baignade et du nautisme</li> </ol>	<p>Recommandations :</p> <p>Concernant le bocage :</p> <p>→ Préciser les règles de protection et de compensation. Interdire la destruction des linéaires classés sauf si compensation avec des linéaires ayant les mêmes fonctions et sur des endroits stratégiques.</p> <p>→ Recommander également le recours à des essences locales adaptées et proscrire les plantations d’espèces exotiques envahissantes. Concernant les zones humides</p> <p>→ Prescrire la mise à jour des inventaires communaux et notamment la réalisation de sondages pédologiques sur les secteurs ouverts à l’urbanisation</p> <p>→ Apporter des précisions quant aux modalités de prise en compte des inventaires communaux de zones humides ainsi que des règles de compensation imposées par le SDAGE</p> <p>Mettre l’accent sur les enjeux de qualité des eaux littorales en lien avec les usages sensibles (conchyliculture, baignade et pêche à pied).</p> <p>Prescrire la généralisation des schémas directeurs d’eaux pluviales et l’intégration des zonages dans les PLU</p>	Avis favorable assorti de recommandations

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

		6. Réduire les autres apports polluants au littoral 7. Limiter les proliférations algales en Baie de la Forêt 8. Lutter contre l’ensablement de l’Aven et du Bélon 9. Prévenir les risques naturels liés à l’eau 10. Renforcer la gouvernance du SAGE		
<b>INSTITUT NATIONAL DE L’ORIGINE ET LA QUALITÉ (INAO)</b>				
<b>INAO</b>	15/10/2025  Avis	Incidence sur les AOC et IGP concernées	Sur les 21 communes des 3 EPCI du territoire composant le SCOT, 13 sont situées dans les aires géographiques des Appellations d’Origine Contrôlées (AOC) « Cornouailles », « Eau-de-Vie de Cidre de Bretagne », « Pommeau de Bretagne ». Elles appartiennent en revanche toutes aux aires de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) / Indications Géographiques (IG) « Whisky de Bretagne », « Cidre de Bretagne », « Farine de blé noir de Bretagne », « Pâté de campagne Breton » et « Volailles de Bretagne ». Sur l’ensemble des communes, 24 opérateurs sont identifiés pour une production AOC et environ 90 sous IGP.	Pas d’incidence.
<b>ÉTAT</b>				
<b>CDPNAF</b>	06/11/2025  Rapport de commission	1 - Caractéristiques du territoire 2 - Gestion économe de l’espace 3 - Prescription spécifique aux	<b>Contexte et objet de l’avis</b> La CDPENAF a été consultée sur le projet de révision du SCOT de l’Odet arrêté le 1er juillet 2025 et a rendu son avis lors de la séance du 6 novembre 2025.  <b>1 - Caractéristiques du territoire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis favorable sous réserve d’ajustements (réévaluation de la trajectoire foncière, encadrement des changements de</li> </ul>

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –  
Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

		<p>changements de destination 4 - La préservation des espaces agricoles et naturels</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le SCOT de l’Odet couvre 610 km<sup>2</sup>, 21 communes, deux EPCI (QBO et CCPF) et 130 140 habitants en 2020.</li> <li>Territoire d’élevage avec faible pression foncière et emploi agricole faible.</li> <li>La SAU représente 53,4 % du territoire (32 544 ha) mais diminue régulièrement depuis 2010.</li> <li>SAU plus faible sur le littoral et autour de Quimper ; plus élevée en s’éloignant du littoral.</li> <li>Le nombre d’exploitations baisse fortement depuis 1970.</li> <li>Le PAS du SCOT s’articule autour de cinq axes : armature territoriale, attractivité des bourgs, sobriété foncière, préservation des ressources naturelles, résilience climatique.</li> <li>Le SCOT couvre l’ensemble des thématiques prévues par le code de l’urbanisme.</li> </ul> <p><b>2 - Gestion économe de l’espace</b> Trajectoire ZAN</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Besoin foncier total estimé : 477 ha (2026-2046).</li> <li>Pour 2021-2031 : plafond SRADDET = 322 ha, dont 118 ha déjà consommés, reste 204 ha mobilisables.</li> <li>Après 2031 : 129 ha (2031-2036) puis 144 ha (2036-2046).</li> <li>La CDPENAF estime que la trajectoire n’est pas compatible avec les objectifs SRADDET (réduction insuffisante après 2031).</li> <li>Répartition du foncier uniquement par EPCI, risquant de créer des disparités et des difficultés pour les communes.</li> </ul> <p>Démographie et logements</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Croissance démographique projetée : +12 400 habitants (2026-2046), légèrement supérieure au scénario INSEE haut.</li> <li>Besoin en logements : 15 320 logements, dont 10 450 sur QBO et 4 870 sur CCPF.</li> <li>Part importante de résidences secondaires sur la CCPF : la CDPENAF demande une réduction de ces objectifs.</li> <li>Répartition des logements jugée trop favorable aux polarités secondaires au détriment de Quimper.</li> </ul>	<p>destination, suppression du changement de destination pour vocation économique).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>À l’issue des débats, la commission a émis <b>un avis défavorable</b> : 15 votants — 5 favorables, 4 abstentions, 6 défavorables.</li> </ul> <p>Principales raisons du vote défavorable : trajectoire foncière jugée insuffisamment ambitieuse pour atteindre ZAN, insuffisante prise en compte des enjeux agricoles et littoraux, et manque de justification pour la consommation foncière économique.</p>
--	--	---	---	--

			<p>Densité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Densités minimales fixées par période et par niveau d’armature.</li> <li>• Encouragement de la densification (division parcellaire).</li> <li>• La CDPENAF demande d’aller vers des densités plus élevées en agglomération.</li> </ul> <p>Développement économique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 180 ha prévus pour l’économie, mais sans justification suffisante.</li> <li>• La CDPENAF demande un bilan précis des zones d’activités avant de mobiliser du foncier.</li> </ul> <p><b>3 - Prescription spécifique aux changements de destination</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le SCOT ne précise pas les critères pour les changements de destination vers l’habitat ; la CDPENAF demande de les encadrer, notamment selon l’intérêt architectural et patrimonial.</li> <li>• Le SCOT aurait dû analyser les changements de destination réalisés sur les dix dernières années.</li> <li>• Pour les bâtiments agricoles, le SCOT prévoit des conditions (potentiel agricole compromis, absence de contraintes nouvelles, réseaux suffisants, proximité des centralités).</li> <li>• La CDPENAF rappelle que son règlement interdit les changements de destination pour une vocation économique.</li> </ul> <p><b>4 - La préservation des espaces agricoles et naturels</b></p> <p>Trame verte et bleue</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Globalement préservée ; pas d’incidences Natura 2000 significatives.</li> <li>• La CDPENAF demande un renforcement des continuités, notamment est-ouest.</li> </ul> <p>Ressources naturelles</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le SCOT identifie les continuités écologiques fragilisées mais aurait pu aller plus loin dans la restauration.</li> </ul> <p>Espaces agricoles</p>	
--	--	--	--	--

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plusieurs dispositions positives : prise en compte du potentiel des sols, optimisation parcellaire, préservation des itinéraires agricoles, réflexion sur les zones de contact agri-urbaines.</li> <li>• Le SCOT prévoit que l’agriculture contribue à la réduction de l’artificialisation (priorité à la réhabilitation).</li> </ul> <p>Remarques en séance</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque d’association des acteurs agricoles dans le diagnostic.</li> <li>• Demande de densité plus élevée (60 logements/ha).</li> <li>• Mobilisation des logements vacants (notamment à Quimper).</li> <li>• Vacance dans les bourgs identifiée comme frein à la densification.</li> <li>• Rappel du pouvoir du préfet de déférer le document en cas de non-conformité.</li> </ul>	
<b>MRAE</b>	21/11/2025	Information de la MRAe de Bretagne  N°MRAe 2025-012642	La MRAe de Bretagne n’a pas pu étudier, dans le délai de trois mois qui lui était imparti, le dossier mentionné ci-dessus et reçu le 29 juillet 2025. En conséquence elle est réputée n’avoir aucune observation à formuler.	Pas d’avis
<b>Préfet 29</b>	26/11/2025		<p><b>1. Composition générale du dossier de SCOT</b>  Le dossier transmis dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le <b>Projet d’Aménagement Stratégique (PAS)</b>,</li> <li>• le <b>Document d’Orientations et d’Objectifs (DOO)</b>,</li> <li>• les <b>annexes</b> (diagnostic, évaluation environnementale, etc.).</li> </ul> <p>Le dossier est conforme à la composition attendue pour un SCOT.</p> <p><b>2. Analyse du Projet d’Aménagement Stratégique (PAS)</b>  Le PAS organise la stratégie territoriale autour de cinq axes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. conforter l’armature territoriale,</li> <li>2. renouveler l’attractivité des villes et bourgs,</li> <li>3. adopter des modèles sobres en foncier,</li> </ol>	<p>Avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations.</p> <p>- Trajectoire ZAN à réévaluer (réduction insuffisante après 2031).  - Réduction non justifiée des espaces remarquables littoraux.  - Méthodologie d’identification des</p>

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

			<p>4. préserver les ressources naturelles (eau, sols, biodiversité),  5. renforcer la résilience climatique.</p> <p>Le PAS couvre l’ensemble des thématiques prévues par le Code de l’urbanisme et répond globalement aux enjeux prioritaires de l’État.</p> <p><b>3. Analyse thématique du SCOT</b>  Le DOO traduit opérationnellement les orientations du PAS. L’État formule des observations thématiques.</p> <p><b>3.1 Gestion économe de l’espace</b>  <b>Besoins en foncier et trajectoire ZAN</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Besoin foncier total estimé : <b>477 ha</b> (2026-2046).</li> <li>• Pour 2021-2031 : plafond SRADDET = <b>322 ha</b>, dont <b>118 ha déjà consommés</b>, soit <b>204 ha</b> mobilisables.</li> <li>• Après 2031 : 129 ha (2031-2036) puis 144 ha (2036-2046).</li> <li>• La trajectoire 2031-2041 représente une réduction de <b>54 %</b>, inférieure à l’objectif SRADDET de <b>75 %</b>.</li> <li>• La répartition du foncier uniquement par EPCI pourrait créer des disparités pour les PLU.</li> </ul> <p><b>Démographie et logements</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Croissance projetée : +12 400 habitants (2026-2046), légèrement supérieure au scénario INSEE haut.</li> <li>• Besoin en logements : <b>15 320 logements</b>, dont 10 450 sur QBO et 4 870 sur CCPF.</li> <li>• Part importante de résidences secondaires sur la CCPF ; une régulation renforcée est attendue.</li> <li>• Répartition des logements jugée plus favorable aux polarités secondaires qu’à Quimper.</li> <li>• Vacance structurelle : 1 641 logements sur QBO, 486 sur CCPF ; réoccupation estimée cohérente.</li> <li>• Renouvellement urbain attendu, notamment dans les centres anciens.</li> </ul> <p><b>Densité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Densités minimales fixées par période et par niveau d’armature.</li> <li>• Encouragement de la densification (division parcellaire).</li> </ul>	<p>villages littoraux à revoir.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Kérambris ne peut être reconnu comme village (jurisprudence).</li> <li>- Gestion des eaux pluviales à préciser (risques géotechniques).</li> <li>- Intégrer les risques émergents (nappe, radon, intrusions salines).</li> <li>- Justifier le foncier économique.</li> <li>- Avis technique avec recommandations.</li> </ul>
--	--	--	---	---

			<ul style="list-style-type: none"> <li>Nécessité d'un accompagnement via les PLH.</li> </ul> <p><b>Changements de destination</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Critères pour les bâtiments agricoles non compatibles avec la charte départementale (volet patrimonial).</li> <li>Absence d'estimation des changements de destination réalisés sur les dix dernières années.</li> </ul> <p><b>Foncier économique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>180 ha prévus pour l'économie, sans justification détaillée.</li> <li>Nécessité d'un bilan des zones d'activités (vacance, disponibilité, densification possible).</li> </ul> <p><b>3.2 Politique de l'habitat</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le SCOT prend en compte le déficit en logements sociaux et prévoit <b>30 % de logements abordables</b>.</li> <li>Le DOO encourage la production de petits et moyens logements pour répondre à la décohabitation.</li> <li>Régulation des résidences secondaires et meublés de tourisme attendue, notamment sur Quimper et le littoral.</li> <li>Le DOO prévoit la lutte contre la vacance et la mobilisation du parc existant.</li> <li>Mixité sociale et générationnelle recherchée, avec mobilisation du Bail Réel Solidaire.</li> <li>Prise en compte des besoins des travailleurs saisonniers.</li> <li>Le document pourrait intégrer davantage les besoins des jeunes et des ménages en difficulté.</li> </ul> <p><b>3.3 Protection et mise en valeur des milieux naturels et de la biodiversité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le territoire présente une biodiversité remarquable (zones humides, estuaires, Natura 2000, ZNIEFF).</li> <li>L'évaluation environnementale conclut à l'absence d'incidences négatives notables.</li> </ul> <p><b>Ressources naturelles</b></p>	
--	--	--	---	--

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les continuités écologiques fragilisées doivent être des secteurs prioritaires de renaturation.</li> <li>• Le SCOT aurait pu identifier ces secteurs à son échelle.</li> <li>• Le renforcement du bocage est rappelé dans l'objectif ZEN 2050.</li> <li>• Possibilité d'identifier des secteurs à désimperméabiliser ou végétaliser.</li> </ul> <p><b>Qualité de l'eau</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration globale, mais nécessité de poursuivre les actions sur l'assainissement (collectif et individuel).</li> <li>• Importance de la gestion des eaux pluviales pour les usages sensibles (conchyliculture, baignade).</li> <li>• Protection des captages prévue ; possibilité de valoriser les aires d'alimentation de captage.</li> </ul> <p><b>Gestion des eaux pluviales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'infiltration ne doit pas être systématique dans les zones à risques géotechniques.</li> <li>• Nécessité de diagnostics adaptés.</li> <li>• Les extensions de zones d'activités doivent être conditionnées à la régularisation au titre de la loi sur l'eau.</li> <li>• Prise en compte de la réglementation récente sur la réutilisation des eaux non potables.</li> </ul> <p><b>3.4 Gestion et aménagement des espaces littoraux</b></p> <p><b>Capacité d'accueil</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse spécifique réalisée pour les communes littorales et estuariennes, intégrant la dimension touristique.</li> </ul> <p><b>Espaces remarquables</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réductions constatées sur certains secteurs (Penfoul, Kérandraon, Moustierlin) sans justification.</li> <li>• Ces réductions apparaissent en contradiction avec l'objectif de préservation affiché dans le PAS.</li> <li>• Les cartes sont jugées trop schématiques.</li> </ul> <p><b>Secteurs structurants littoraux</b></p>	
--	--	--	---	--

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthodologie d’identification des agglomérations, villages et SDU détaillée.</li> <li>• Certains secteurs identifiés ne répondent pas aux critères retenus.</li> <li>• Le statut des cartes « focus » doit être clarifié.</li> <li>• Le secteur de Kérambris ne peut être reconnu comme village (jurisprudence).</li> <li>• Justification attendue pour Round-Guen / Ty Glas.</li> </ul> <p><b>Coupures d’urbanisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identiques au SCOT en vigueur ; possibilité pour les communes d’en définir de nouvelles.</li> </ul> <p><b>Espaces proches du rivage</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Délimitation identique au SCOT en vigueur.</li> <li>• Rappel des critères de modération de l’urbanisation.</li> <li>• Nécessité de cohérence entre densification et préservation paysagère.</li> <li>• Cartes à clarifier et mettre à jour.</li> </ul> <p><b>Activités littorales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence de 7 ports.</li> <li>• Importance des activités de pêche, conchyliculture et plaisance.</li> <li>• Une carte synthétique serait utile.</li> <li>• Le SCOT ne traite pas du maintien ou de l’évolution des zones de mouillage.</li> <li>•</li> </ul> <p><b>3.7 Prise en compte des risques naturels et technologiques</b></p> <p><b>Risque inondation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La révision du PPRI Quimper/Ergué-Gabéric/Guengat (approuvée en 2025) intègre désormais la submersion marine et le ruissellement comme facteurs aggravants.</li> <li>• La stratégie locale du nouveau PAPI de l’Odet prend en compte ces thématiques.</li> <li>• La notion de TRI (Territoire à Risque Important d’inondation) n’est pas abordée dans le SCOT ; son intégration est jugée pertinente.</li> <li>• Le SCOT doit contribuer à limiter le ruissellement urbain, les volumes envoyés aux cours d’eau et réseaux pluviaux.</li> </ul>	
--	--	--	---	--

**ANNEXE 3 – Tableau des avis des Personnes Publiques Associées, des organismes consultés, de l’Autorité environnementale, de l’État –**  
**Révision du SCOT de l’Odet E 25000197 35**

			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le risque inondation par ruissellement lors de pluies intenses n’est pas traité.</li> <li>• Le SCOT pourrait aussi évoquer les risques émergents liés aux remontées de nappe et intrusions salines, en s’appuyant sur les travaux du BRGM.</li> </ul> <p><b>Autres risques naturels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le document pourrait analyser la vulnérabilité globale du territoire face aux tempêtes (exemple de la tempête Ciaran) et leurs impacts sur les réseaux.</li> <li>• La hausse de l’exposition au risque incendie en Finistère est rappelée, même si le risque de feux de landes est faible.</li> <li>• Les mouvements de terrain (glissements, chutes de blocs, anciennes carrières, anciens sites miniers) doivent être pris en compte ; le SCOT pourrait recommander des prescriptions techniques dans les secteurs concernés.</li> <li>• Les données sont disponibles via Géorisques et INFOTERRE.</li> <li>• Le risque Radon, important en Bretagne, devrait être intégré : compatibilité rénovation énergétique / radon, systèmes de ventilation adaptés, sensibilisation et mesures.</li> </ul> <p><b>Risques littoraux et aléas</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les risques littoraux sont bien identifiés, avec un objectif d’adaptation.</li> <li>• Toutes les communes littorales ont demandé leur inscription au décret sur l’érosion du littoral ; les cartographies à 30 et 100 ans sont en cours.</li> <li>• Le SCOT ne prévoit pas de stratégie de recomposition ou relocalisation, alors que cela pourrait être anticipé à l’échelle de 20 ans.</li> <li>• De nouvelles cartes de zones basses (Cerema, +1 m de montée du niveau marin) sont disponibles et peuvent être mobilisées.</li> </ul>	
--	--	--	---	--



